

PLAN GENERAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ

SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

OPÉRATION :

RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS

ILE DE TAHITI – COMMUNE DE ARUE

MAÎTRE D'OUVRAGE :



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MINISTÈRE DES ARMÉES

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE PAPEETE

Le présent Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé a été établi en fonction des éléments et documents qui lui ont été communiqués par le Maître d'Ouvrage

INDICE	DATE	SUIVI DES MISES À JOUR	SUIVI DES MODIFICATIONS
Révision 0	07/10/2024	Création du document	

IMPORTANT

- Les entreprises sont informées qu'elles peuvent proposer des variantes aux prescriptions du P.G.C.S.P.S sous réserve que les solutions proposées soit au minimum équivalent sur le plan de l'hygiène et de la sécurité.
- Nous vous informons du fait que cette opération sera réalisée en tenant compte des dispositions de sécurité et de protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la *Loi 93.18.14 du 31/12/1993 et Décret 94-1159 du 26/12/1994*, et de ses décrets d'application.
- À ce titre, nous attirons votre attention sur le fait que vous devrez vous organiser en tenant compte des modalités d'organisation issues de ce texte.
- Vous devez donc tenir compte dans votre organisation des éléments d'informations détaillés ci-après, tout en sachant que le P.G.C.S.P.S pourra faire l'objet de modifications ou de compléments portés à votre connaissance en cours de chantier.
- Les entreprises ont la possibilité de proposer des variantes au P.G.C.S.P.S sous réserve que les performances des solutions proposées soient au minimum équivalent à celle du P.G.C.S.P.S sur le plan de l'hygiène et de la sécurité.
- Les entreprises devront appliquer le code du travail en matière d'hygiène et de sécurité.
- Les entreprises qui ont besoin d'informations concernant ces réglementations peuvent s'adresser à la société BUREAU VERITAS chargée de la coordination sécurité du chantier.
- Les documents seront transmis par mail au Coordonnateur SPS.
- En cas de défaillance d'une entreprise dans le respect de ses obligations en matière d'hygiène et de sécurité mentionnées dans le présent PGC, celui-ci prévoit la possibilité au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une entreprise extérieure pour remplir ces obligations, les frais étant imputés à l'entreprise défaillante.
- Chaque entreprise, y compris sous-traitante, devra avoir rempli ses obligations en matière d'hygiène et de sécurité (Inspection commune, PPSPS, ...) avant de commencer son intervention. Elle doit prendre contact avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant d'intervenir. À défaut, elle pourra voir son intervention décalée.

NOTA: En cas de discordance entre les autres pièces du marché et le présent document qui entraînerait une incidence financière, le maître d'ouvrage donnera la priorité au document qu'il jugera le plus adapté.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr	(+689) 40.46.30.39

0.	NOTE PRÉLIMINAIRE.....	5
0.1	UNE NOTICE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE.....	5
0.2	CONDITIONS D'APPLICATION.....	5
0.3	PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION.....	6
0.4	OBLIGATIONS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE.....	6
0.5	OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS.....	6
1.	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER.....	8
1.1	NOM DE L'OPERATION.....	8
1.2	ADRESSE DU CHANTIER.....	8
1.3	MODE DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	8
1.4	DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROGRAMME.....	9
1.5	ADRESSES DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS.....	9
1.6	CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX.....	9
1.7	PRÉVISION DU NOMBRE D'ENTREPRISES ET DE LEUR(S) SOUS-TRAITANT(S).....	9
1.8	PRÉVISION DES EFFECTIFS SUR LE CHANTIER.....	9
1.9	LISTE DES LOTS.....	9
1.10	ORGANISMES DE PRÉVENTION POUVANT INTERVENIR SUR LE CHANTIER.....	10
1.11	SERVICES PUBLICS À CONTACTER.....	11
2.	MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS DU PROJET.....	12
2.1	OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE ET DU MAÎTRE D'ŒUVRE.....	12
2.2	MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE.....	13
2.3	MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LE COORDONNATEUR SPS.....	13
2.4	MODALITÉS DE VISITE DU CHANTIER PAR DES TIERS.....	16
2.5	SANCTIONS.....	16
3.	MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS.....	17
3.1	ORGANISATION GÉNÉRALE DÉFINIE PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE.....	17
3.2	ENVIRONNEMENT DE CHANTIER ET PARTICULARITÉ DE L'EXISTANT.....	17
3.3	INTERFÉRENCE AVEC DES ACTIVITÉS OU D'AUTRES OPERATIONS À PROXIMITÉ.....	17
3.4	PLANIFICATION ET HORAIRES DE TRAVAIL.....	17
3.5	INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	17
3.6	ACCÈS AU CHANTIER ET CIRCULATIONS EXTERIEURES AU CHANTIER.....	17
3.7	AUTORISATION D'INTERVENTION SUR SITE.....	17
3.8	ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE DE CHANTIER.....	18
3.9	EAU DE CHANTIER.....	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
3.10	PRÉSENCE ET TRAVAUX À PROXIMITÉ DE RÉSEAUX AÉRIENS ET SOUTERRAINS.....	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
3.11	DISPOSITIONS À PRENDRE EN CAS D'AVIS DE TEMPÊTE.....	18
3.12	VIGILANCE ET SÉCURISATION DURANT LA SAISON CYCLONIQUE.....	18
3.13	TABLEAU RECAPITULATIF DES MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DE CHANTIER.....	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.
4.	MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT.....	19
4.1	VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES.....	19
4.2	CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATÉRIELLES ET MATÉRIELS.....	19
4.3	MESURES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ.....	19
4.4	MISE EN COMMUN DES MOYENS.....	20
5.	SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER.....	21
6.	MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT.....	22
6.1	ZONE ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIELLES, DÉCHETS, DÉCOMBRES, GRAVATS, NOTAMMENT CEUX PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER.....	22

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

7.	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE .	24
7.1	SECOURISTES DU TRAVAIL	24
7.2	MOYEN D'APPEL DES SECOURS	24
7.3	TROUSSE DE SECOURS	24
7.4	ACCIDENTS DU TRAVAIL.....	24
7.5	PROCÉDURE EN CAS D'ACCIDENT CORPOREL	25
8.	ANNEXES À REMPLIR PAR TOUTES LES ENTREPRISES :	26
8.1	FICHE D'IDENTIFICATION D'ENTREPRISE (F.I.E.).....	26
8.2	EN CAS D'ACCIDENT.....	27
8.3	REGLEMENTATION APPLICABLE AUX INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr	(+689) 40.46.30.39

0. NOTE PRÉLIMINAIRE

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé est établi conformément à la *Loi 93.18.14 du 31/12/1993 et Décret 94-1159 du 26/12/1994* relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et modifiant le code du travail.

Il pour objet de définir et de rappeler les obligations contractuelles ou légales des ENTREPRISES intervenant sur le site et de régir les rapports relationnels dans le cadre de la réalisation.

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé tend à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités, lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

La coordination de la Sécurité et Protection de la Santé vise essentiellement l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier. Ce document est évolutif, il sera complété et mis à jour au fur et à mesure de l'évolution du chantier.

TOUTES LES ENTREPRISES DEVRONT NÉCESSAIREMENT DONNER LEUR ADHÉSION AU PRÉSENT PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ.

ELLES RETOURNERONT POUR ACCEPTATION LA DERNIÈRE PAGE DU P.G.C. APRÈS L'AVOIR SIGNÉE (F.I.E.)

0.1 UNE NOTICE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé et ses annexes a pour objet de préciser les obligations des entreprises et de fixer les règles relatives à l'installation et à l'organisation du chantier, en complément des autres documents contractuels et plus spécifiquement des conditions générales en ce qui concerne, les règles d'organisation des chantiers et les conditions de travail d'hygiène et de sécurité.

Le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé à toute autorité pour coordonner et contrôler toutes les activités et tous les travaux exécutés sur le chantier et pour veiller à l'application de ce règlement et de ses annexes y compris les Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé des différentes entreprises.

Le Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé ne peut se substituer aux dispositions du code du travail ; en particulier, il ne diminue en rien les responsabilités et les devoirs des Entreprises intervenant sur le site.

De son côté, chaque Entreprise doit désigner un responsable accrédité sur le site pour la représenter ainsi que ses sous-traitants éventuels, lequel sera le seul interlocuteur du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé sur le chantier concerné.

Chaque Entreprise est tenue, conformément aux termes des conditions générales applicables aux commandes de travaux et prestations effectuées dans le cadre de son contrat, de respecter les règles relatives à l'organisation des chantiers et aux conditions particulières des travaux réalisés sur le chantier.

LE PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ NE FAIT ÉTAT QUE DES CONDITIONS PARTICULIÈRES LIÉES AU PROJET ET À SON ENVIRONNEMENT.

0.2 CONDITIONS D'APPLICATION

Le présent Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé s'applique aux Entreprises ayant à travailler sur le chantier de construction qu'elles soient titulaires d'un contrat ou d'une commande ou qu'elles aient la qualité de sous-traitant d'une entreprise.

Dès l'acceptation du marché, l'Entreprise est présumée connaître les règles applicables sur le site, notamment les règles de sécurité du présent Plan Général de Coordination de Sécurité et Protection de la Santé qui lui sont applicables et son engagement à le faire respecter par son propre personnel et celui de ses sous-traitants.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

0.3 PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION SONT RÉPUTÉS CONNUS ET APPLIQUÉS PAR L'ENSEMBLE DES PARTICIPANTS À L'ACTE DE CONSTRUIRE.

Article L. 4531-1

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé mentionné à l'article L. 4532-4 mettent en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2. Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue :

1. Permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail, qui se déroulent simultanément ou successivement ;
2. Prévoir la durée de ces phases ;
3. Faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

LES PRINCIPES 1, 2, 3, 5, 6, 7 ET 8 SONT APPLICABLES AU MAÎTRE D'OUVRAGE, AU MAÎTRE D'ŒUVRE ET AU COORDONNATEUR SPS ; LES PRINCIPES 1 À 9 SONT APPLICABLES AUX ENTREPRENEURS ; LES PRINCIPES 1, 2, 3, 5 ET 6 SONT APPLICABLES AUX TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.

Article L. 4121-2

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1. Éviter les risques ;
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

0.4 OBLIGATIONS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

Article R. 4532-9

Le maître d'ouvrage tient compte des observations du coordonnateur ou fait adopter des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

0.5 OBLIGATIONS DES EMPLOYEURS

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DU PERSONNEL, LES ENTREPRISES ONT NON SEULEMENT UNE OBLIGATION DE MOYEN, MAIS ÉGALEMENT UNE OBLIGATION DE RÉSULTAT.

Article L. 4121-1

L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'entreprise, y compris les travailleurs temporaires et les travailleurs indépendants.

Ces mesures comprennent :

1. Des actions d'identification et de prévention des risques professionnels ;
2. Des actions d'information et de formation ;
3. La mise en place d'une organisation et de moyens adaptés.

L'employeur veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes.

Article L. 4121-2

L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1. Éviter les risques ;
2. Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SPS



OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr	(+689) 40.46.30.39
<div><div>3. Combattre les risques à la source ;</div><div>4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé;</div><div>5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;</div><div>6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;</div><div>7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral et au harcèlement sexuel, tels qu'ils sont définis aux articles L. 1152-1 et L. 1153-1, ainsi que ceux liés aux agissements sexistes définis à l'article L. 1142-2-1 ;</div><div>8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;</div><div>9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.</div></div>				

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER

1.1 NOM DE L'OPERATION

RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS

1.2 ADRESSE DU CHANTIER

RÉSIDENCE ARUE – 8 LOGEMENTS



RÉSIDENCE TEANUANUA – 17 LOGEMENTS



1.3 MODE DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

TYPE DE MARCHÉS : ☒ PUBLICS / ☐ PRIVÉS

MODE DE PASSATION DES MARCHÉS : ☐ LOTS SÉPARÉS / ☐ LOTS SÉPARÉS AVEC OPC,

☒ ENTREPRISE GÉNÉRALE / ☐ GROUPEMENT D'ENTREPRISES (MANDATAIRE COMMUN)

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

1.4 DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROGRAMME

Les travaux correspondants comprennent notamment :

- ♦ Dépose soignée des faux-plafonds technique en dalle de 60*60cm ainsi que sa structure par pièce ;
- ♦ Pose d'un plafond en PVC lambris blanc avec sa structure et renfort ;
- ♦ Mise en place d'un isolant dans le comble (plafond – sous-toiture).

1.5 ADRESSES DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS

MAÎTRE D'OUVRAGE : MINISTÈRE DES ARMÉES



MAÎTRE D'ŒUVRE :



DID PAPEETE

BP : 9154

CP : 98716 PIRAE

TÉL : (+689) 40.46.30.39

AFFAIRE SUIVIE PAR :

LUDOVIC CARNIS

ludovic.carnis@intradef.gouv.fr

COORDONNATEUR SPS

BUREAU VERITAS

IMMEUBLE G6 - ZONE PAPEAVA FARÉ UTE

BP : 58

CP : 98713 PAPEETE

TÉL : (+689) 40.54.57.57

Titulaire Conception :

Suppléant Conception :

Sébastien ROLLAND / (+689) 87.30.44.40 -
sebastien.rolland-sps@bureauveritas.com

François PASDELOU / (+689) 87.78.62.94 -
francois.pasdelou@bureauveritas.com

Titulaire Réalisation :

Suppléant Réalisation :

Sébastien ROLLAND / (+689) 87.30.44.40 -
sebastien.rolland-sps@bureauveritas.com

François PASDELOU / (+689) 87.78.62.94 -
francois.pasdelou@bureauveritas.com

1.6 CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX

LE PLANNING PRÉVISIONNEL A ÉTÉ TRANSMIS PRÉALABLEMENT À L'ÉTABLISSEMENT DU P.G.C. : ☐ OUI ☒ NON

DURÉE PRÉVISIONNELLE : 16 SEMAINES

DATE PRÉVISIONNELLE DE DÉBUT DES TRAVAUX : NON DÉFINI À CE JOUR

1.7 PRÉVISION DU NOMBRE D'ENTREPRISES ET DE LEUR(S) SOUS-TRAITANT(S)

NOMBRE PRÉVISIONNEL D'ENTREPRISES INTERVENANTES : 2

1.8 PRÉVISION DES EFFECTIFS SUR LE CHANTIER

EFFECTIF PRÉVISIBLE DU PERSONNEL DE CHANTIER (ESTIMATION) : 4

1.9 LISTE DES LOTS

PAS D'ENTREPRISE DÉSIGNÉE À CE JOUR ☒

N° LOT	INTITULE	NOM DE L'ENTREPRISE	CODE ENT
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			

Code Entreprise : TL = Titulaire du lot CT = Cotraitant ST = Sous-traitant

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

1.10 ORGANISMES DE PRÉVENTION POUVANT INTERVENIR SUR LE CHANTIER

1.10.1 DIRECTION DU TRAVAIL

DIRECTION DU TRAVAIL – POLYNÉSIE FRANÇAISE

Immeuble PAPINEAU, rue Tepano JAUSSEN - BP 308 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNÉSIE FRANÇAISE

Téléphone : (+689) 40.50.80.00

Site internet : www.travail.gov.pf



Direction du travail

La direction du travail est représentée par l'Inspecteur du Travail, chargé de contrôler l'application du Code du Travail et des textes pris en application, en dressant procès-verbal lorsqu'il y a infraction, celui-ci peut conduire l'employeur à engager sa responsabilité civile et/ou pénale (amende, affichage et peine de prison).

L'Inspecteur du Travail peut intervenir à tout moment sur le chantier pour contrôler :

- Le respect des prescriptions réglementaires par les entreprises,
- L'organisation et la coordination de chantiers et travaux,
- Il peut se faire présenter les registres et documents à tenir sur le chantier,
- D'autre part, l'Inspecteur du Travail doit recevoir les convocations aux réunions auxquelles il peut participer,
- L'Inspection du Travail peut demander une enquête à la suite de tout accident grave, ou qui aurait pu entraîner des conséquences graves en cas de danger grave et imminent.

1.10.2 CONTRÔLEUR DE PRÉVENTION DE LA CPS

CAISSE DE PRÉVOYANCE SOCIALE – POLYNÉSIE FRANÇAISE

11 avenue du Commandant Chessé - BP 1 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNÉSIE FRANÇAISE

Téléphone : (+689) 40.41.68.68

Site internet : <http://www.cps.pf>

Service Prévention des risques professionnels :

Téléphone : (+689) 40 41 68 10 / Courriel : secretariat.sante@cps.pf



La Caisse de Protection Sociale de Polynésie Française exerce un contrôle sur les entreprises par l'intermédiaire des Ingénieurs-conseils ou des Contrôleurs de Prévention du Service de Prévention. Ils interviennent comme "assureur" du personnel et contrôle les contenus des mesures de prévention et l'application et le respect des règles et recommandations de la CPS. Ils doivent être informés dans les mêmes conditions que l'Inspection du Travail et peuvent intervenir sur le chantier, participer à des enquêtes suite à accident.

La CPS dispose de moyens de coercition sous forme de cotisations supplémentaires de la cotisation "Accident du Travail" de l'Entreprise (majoration jusqu'à 100 %).

1.10.3 MÉDECINE DU TRAVAIL

SISTRA – POLYNÉSIE FRANÇAISE

Immeuble FARNHAM - BP 972 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNÉSIE FRANÇAISE

Téléphone : (+689) 40.50.19.99

Site internet : <http://www.sistra.pf>



CPME – POLYNÉSIE FRANÇAISE

BP 1733 - 98713 PAPEETE - TAHITI - POLYNÉSIE FRANÇAISE

Téléphone : (+689) 40.42.63.33

Site internet : <https://www.cpmepf.com/>



Les services de Médecine du Travail ont pour mission d'assurer le suivi médical des salariés du régime CPS pour les entreprises qui ne possèdent pas leur propre service. Le principe est d'éviter toute altération de l'état de santé du travailleur du fait ou à l'occasion de son travail.

Il conseille l'employeur et les salariés en ce qui concerne :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail dans l'entreprise.
- L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine.
- La protection des salariés contre l'ensemble des nuisances professionnelles.
- L'hygiène générale de l'établissement.

La médecine du travail organise les visites médicales des salariés et intervient, dans le cadre de ses missions de prévention, dans les entreprises.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

1.11 SERVICES PUBLICS À CONTACTER

CONCESSIONNAIRES RÉSEAUX hors gestion communale (liste non exhaustive)

ÉLECTRICITÉ

EDT 40 86 77 86/ 87 77 51 10

dict-tahiti@edt.engie.com - BP 8021 - 98702 FAA'A TAHITI

TSE/TEP 40 54 41 54

dict@tep.pf - BP 8021 - BP 4606 - PAPEETE 98713

SERVICE DES EAUX

POLYNÉSienne DES EAUX 40 45 32 88

BP 20795 - 98713 PAPEETE

TÉLÉCOMMUNICATIONS

OPT/ONATI 40 45 67 77

98714 PAPEETE

SERVICES DE SECOURS

POLICE 17

POMPIERS 18

S.A.M.U. 15

J'appelle le 18 en cas :

- d'incendie
- de fuite de gaz
- d'effondrement
- d'ensevelissement
- de brûlure
- d'électrocution
- d'accident de la route, etc.

J'appelle le 15 en cas :

- de besoin médical urgent
- de malaise
- de coma
- d'hémorragie
- de douleur thoracique (cela peut être un infarctus et la mort peut survenir rapidement) de difficultés respiratoires (surtout si la personne est asthmatique ou cardiaque, ou que cela se produit lors d'un repas), etc.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

2. MODALITÉS DE COOPÉRATION ENTRE LES INTERVENANTS DU PROJET

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent P.G.C, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement, lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants devront en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

LE COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ EXERCE SA MISSION SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE D'OUVRAGE.

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

En concertation avec le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent le droit de faire exécuter par toute entreprise de leur choix, en lieu et place et aux frais des entreprises titulaires défaillantes, tout ou une partie des travaux ou des aménagements dus par celles-ci au titre de la protection de la santé et de la sécurité, des travailleurs.

2.1 OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE ET DU MAÎTRE D'ŒUVRE

2.1.1 DÉCLARATION PRÉALABLE D'OUVERTURE DE CHANTIER

Article L. 4532-1

Lorsque la durée ou le volume prévu des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage adresse avant le début des travaux une déclaration préalable :

- 1° A l'autorité administrative ;
- 2° A l'organisme professionnel de santé, de sécurité et des conditions de travail prévu par l'article L. 4111-6 dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics ;
- 3° Aux organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels.

Le texte de cette déclaration, dont le contenu est précisé par arrêté ministériel, est affiché sur le chantier.

Article R. 4532-2

Les opérations de bâtiment ou de génie civil, soumises à l'obligation de déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1, sont celles pour lesquelles l'effectif prévisible des travailleurs doit dépasser vingt travailleurs à un moment quelconque des travaux et dont la durée doit excéder trente jours ouvrés, ainsi que celles dont le volume prévu des travaux doit être supérieur à 500 hommes-jours.

Article R. 4532-3

La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail et aux organismes mentionnés à l'article L. 4532-1 territorialement compétents au lieu de l'opération. Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux.

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir :

- ♦ Cette opération **N'EST PAS SOUMISE** à l'établissement de la Déclaration d'ouverture au sens de l'Article L. 4532-1 du code du travail

2.1.2 TRANSMISSION DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

Article R. 4532-44

Le plan général de coordination est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Article R. 4532-49

Dès la phase de consultation des entreprises, le maître d'ouvrage adresse le plan général de coordination, sur leur demande, à l'inspection du travail, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics et au service de prévention des organismes de sécurité sociale.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

2.1.3 DIAGNOSTICS AVANT TRAVAUX

Article R. 4532-7

Le maître d'ouvrage demande au propriétaire du bâtiment les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-29-4 à R. 1334-29-6 du code de la santé publique et à l'article R. 111-45 du code de la construction et de l'habitation ou, le cas échéant, le rapport de repérage de l'amiante prévu à l'article R. 4412-97-5 du présent code.

Il communique ces documents au maître d'œuvre et au coordonnateur.

CES ÉLÉMENTS DEVRONT ÊTRE LE CAS ÉCHÉANT IMPÉRATIVEMENT DÉVELOPPÉS DANS LE P.P.S.P.S DE OU DES ENTREPRISES CONCERNÉES.

2.1.3.1 AMIANTE

CONCERNÉ DANS LE CADRE DE CES TRAVAUX : ☒ NON ☐ OUI (VOIR LES CONCLUSION DU RAPPORT DE REPÉRAGE JOINT AU DCE)

2.1.3.2 PLOMB

CONCERNÉ DANS LE CADRE DE CES TRAVAUX : ☒ NON ☐ OUI (VOIR LES CONCLUSION DU RAPPORT DE REPÉRAGE JOINT AU DCE)

2.2 MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LE MAÎTRE D'OUVRAGE

2.2.1 DÉCLARATIONS PARTICULIÈRES

Il incombe aux entreprises concernées d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- ♦ D.I.C.T., (attention à la durée de validité)
- ♦ Autorisations concessionnaires, etc... (téléphone, câble, internet...)
- ♦ Demandes d'arrêtés de voirie, d'occupation du domaine public
- ♦ Autorisation aviation civile pour implantation des grues si chantier à proximité d'aéroport ou d'aérogare. Pour les grues fixes ou mobiles et implantations épisodiques.

CES DÉCLARATIONS SONT À ÉTABLIR ET À DIFFUSER PAR TOUTE ENTREPRISE (COMPRIS SOUS-TRAITANT). LES COPIES SERONT À DISPOSITION SUR LE CHANTIER.

2.3 MODALITÉS DE COOPÉRATION DES ENTREPRISES AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.3.1 OBLIGATIONS DES INTERVENANTS

TOUTE ENTREPRISE N'AYANT PAS FOURNI SON P.P.S.P.S NE POURRA INTERVENIR SUR LE CHANTIER ET S'EXPOSE AUX SANCTIONS PRÉVUES À CET EFFET. NOUS RAPPELONS QUE 3 CONDITIONS SONT IMPÉRATIVEMENT NÉCESSAIRES AVANT TOUTE INTERVENTION D'UNE ENTREPRISE À SAVOIR :

1. AGRÉMENT DU MOA (POUR LES ENTREPRISES SOUS-TRAITANTES ÉGALEMENT)
2. EFFECTUER LA VISITE D'INSPECTION COMMUNE AVEC LE COORDONNATEUR SPS
3. COMMUNICATION DU P.P.S.P.S DE L'ENTREPRISE

2.3.2 OPÉRATION DE 3ÈME CATÉGORIE

En application du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, l'ensemble des entrepreneurs y compris sous-traitants doivent remettre au Maître d'Ouvrage et au coordonnateur SPS un PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ SIMPLIFIÉ.

Les lots concernés sont : l'ensemble des lots ayant des travaux comportant des risques particuliers suivant l'Arrêté 25 février 2003 pris pour l'application de l'article L. 4532-8 du code du travail.

En vigueur depuis le 6 mars 2003

La liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R.4532-52 ou de l'article R.4532-53 du code du travail est fixée ci-après :

- 1) Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :
 - à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;
- 2) Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R.4624-19 et R4624-20, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R.4412-44 à R.4412-51, R.4412-82 et R.4426-7 ;
- 3) Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

- 4) Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;
- 5) Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;
- 6) Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;
- 7) Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ;
- 8) Travaux en plongée appareillée ;
- 9) Travaux en milieu hyperbare ;
- 10) Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;
- 11) Travaux comportant l'usage d'explosifs ;
- 12) Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
- 13) Travaux comportant le recours à des appareils de lavage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

LES ENTREPRENEURS DISPOSERONT D'UN DÉLAI DE 10 JOURS À COMPTER DE LA RÉCEPTION DU CONTRAT SIGNÉ PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE POUR ÉTABLIR CE P.P.S.P.S. SIMPLIFIÉ.

LES ENTREPRISES PARTICIPANT À LA CONSTRUCTION NE RÉALISANT PAS DE TRAVAUX À RISQUES PARTICULIERS N'ONT PAS L'OBLIGATION DE REMETTRE UN P.P.S.P.S. SIMPLIFIÉ. ELLES RETOURNERONT POUR ACCEPTATION LA DERNIÈRE PAGE DU P.G.C.S.P.S APRÈS L'AVOIR SIGNÉE (F.I.E).

2.3.3 VISITES D'INSPECTION COMMUNE DU CHANTIER PAR LES ENTREPRISES

Cette visite doit être effectuée avec le Coordonnateur SPS par l'ensemble des intervenants (sous-traitants de tous niveaux, artisans et prestataires occasionnels de chantier).

Cette visite a lieu avant la remise du Plan Particulier de Santé et Sécurité, de l'entreprise.

AUCUNE INTERVENTION OU TRAVAUX NE PEUT ÊTRE RÉALISÉE AVANT EXÉCUTION DE CETTE VISITE AVEC APPROBATION DU COORDONNATEUR SPS.

2.3.4 DIFFUSION DES P.P.S.P.S.

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprises titulaires et sous-traitants) doit rédiger un P.P.S.P.S avant toute intervention sur le chantier.

Chaque entreprise diffusera par mail un exemplaire de son P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS.

Il doit, de même, assurer à ses frais et de sa propre initiative la diffusion des mises à jour du P.G.C.S.P.S à l'ensemble de ses sous-traitants. Les clauses précédentes sont entièrement applicables à tout sous-traitant et prestataire de service travaillant pour le compte d'une entreprise adjudicataire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du sous-traitant ou prestataire concerné, sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité, et sans préjudice de l'application des autres clauses des documents contractuels.

LES ENTREPRISES DOIVENT METTRE À DISPOSITION LEURS P.P.S.P.S. DANS LA BASE VIE, AFIN QUE LES AUTRES CORPS D'ÉTAT PUISSENT L'UTILISER POUR ÉTABLIR LEUR PROPRE P.P.S.P.S.

2.3.5 REGISTRE DE SÉCURITÉ

Chaque entreprise intervenante devra tenir à jour sur le chantier un registre sécurité sous forme papier (consultable par le MOA, MOE, Coordonnateur SPS, et les organismes compétents) dans lequel elle fera figurer une copie du P.G.C de l'opération, de sa visite d'inspection commune, de son P.P.S.P.S et annexes, des comptes rendus de visite chantier visés, ainsi que de tous les procès-verbaux des équipements soumis à vérifications réglementaires.

2.3.6 ENTREPRISE TITULAIRE D'UN OU PLUSIEURS LOTS

- ♦ L'entreprise doit prendre contact avec le Coordonnateur SPS au moins 15 jours avant début de ses travaux pour réaliser l'inspection commune ;
- ♦ L'entreprise doit faire parvenir son P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS au moins 10 jours avant le début de ses travaux ;
- ♦ L'entreprise doit remettre le P.P.S.P.S après la visite d'inspection commune ;
- ♦ L'entreprise doit répondre par écrit aux observations du Coordonnateur SPS et viser le registre journal ;
- ♦ L'entreprise doit mettre en œuvre et appliquer les dispositions prises par le Coordonnateur SPS pour le contrôle des accès au chantier ;
- ♦ L'entreprise doit désigner un interlocuteur privilégié pour le Coordonnateur SPS ;

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr	(+689) 40.46.30.39

- ✦ Pour tous les travaux à risques particuliers, l'entreprise doit établir des modes opératoires et les communiquer au Coordonnateur SPS, préalablement au démarrage des travaux concernés ;
- ✦ L'entreprise doit transmettre au Coordonnateur SPS les fiches de données de sécurité des produits utilisés sur le chantier.

2.3.7 EN CAS DE SOUS-TRAITANCE

Conditions d'emploi des sous-traitants :

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

Sont considérés comme sous-traitants :

- ✦ le travailleur indépendant.
- ✦ l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

LES ENTREPRISES S'ENGAGENT À DÉCLARER TOUS TRAVAUX SOUS TRAITÉS AU MAÎTRE D'OUVRAGE, MAÎTRE D'ŒUVRE ET COORDONNATEUR SPS.

- ✦ L'entreprise qui souhaite sous-traiter ses travaux doit au préalable en informer le maître d'ouvrage (et/ou solliciter l'agrément de la maîtrise d'ouvrage) ;
- ✦ L'entreprise doit communiquer au Coordonnateur SPS au moins 15 jours avant toute nouvelle intervention d'un sous-traitant : ses noms et qualités, la nature et la durée de ses activités ainsi que le nom, la fonction et les coordonnées du responsable des personnels chargés des travaux ;
- ✦ L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants un exemplaire du P.G.C.S.P.S à jour ainsi qu'un document précisant ses propres mesures d'organisation générale ;
- ✦ L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants son propre P.P.S.P.S, le Plan d'Installation de Chantier (PIC) à jour et le plan de circulation à jour ;
- ✦ L'entreprise doit remettre à son ou ses sous-traitants un exemplaire des diagnostics obligatoire avant travaux ou démolition lorsque le chantier est concerné par cette disposition réglementaire ;
- ✦ L'entreprise doit participer à chacune des inspections communes de ses sous-traitants ;
- ✦ À l'issue de ces inspections communes, l'entreprise doit apporter son appui technique à chacun de ses sous-traitants pour adapter leur P.P.S.P.S à la réalité et aux exigences du chantier ;
- ✦ L'entreprise doit apporter son appui technique au Coordonnateur SPS pour faire évoluer le P.G.C.S.P.S en fonction de la nature des activités de ses sous-traitants.

EN CAS DE SOUS-TRAITANCE NON CONNUE OU NON AGRÉÉE PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE, LE COORDONNATEUR SPS POURRA EXPULSER LE SOUS-TRAITANT DU CHANTIER.

LE COORDONNATEUR SPS INFORMERA SANS DÉLAI LE MAÎTRE D'OUVRAGE DE TOUT MANQUEMENT À LA PRÉSENTE PROCÉDURE.

2.3.8 PRESTATAIRES DE SERVICE

Sont considérés comme prestataires de service :

- ✦ les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) les fournisseurs (carburants, matériels...)
- ✦ toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

TOUT ENTREPRENEUR DEVRA MENTIONNER DANS SON P.P.S.P.S LES PRESTATAIRES QU'IL COMPTE FAIRE INTERVENIR.

2.3.9 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS « PATENTÉS »

Modification du Code du Travail en vue de le rendre applicable aux travailleurs indépendants ainsi qu'aux employeurs exerçant directement une activité sur les chantiers de BTP.

Dernières dispositions réglementaires

Les travailleurs indépendants devront se soumettre aux dispositions prises par le Décret N° 95-608 du 6 mai 1995.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

Les travailleurs indépendants « patentés » ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- ♦ À l'obligation de réaliser une visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS
- ♦ à l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un P.P.S.P.S
- ♦ l'application du P.G.C.S.P.S dans sa totalité.

2.4 MODALITÉS DE VISITE DU CHANTIER PAR DES TIERS

Dans la mesure où des visites sont organisées par le Maître d'Ouvrage. Les mesures de protection et de sécurité seront définies par l'entreprise principale et communiquées pour avis au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS, ces mesures devront prendre en compte l'état du chantier au moment de la visite et des modalités de visites (nombre de visiteurs, heures de visite, locaux visités, etc.)

UNE FICHE DE CONSIGNE DE SÉCURITÉ À ADOPTER SUR LE SITE SERA RÉALISÉE PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE.

Celle-ci devra être connue et signée par tous les visiteurs.

L'ORGANISATEUR DE LA VISITE DEMEURERA LE SEUL RESPONSABLE DE LA FOURNITURE DES CASQUES ET CHAUSSURES DE SÉCURITÉ, AINSI QUE DES ÉVENTUELS DOMMAGES SUBIS PAR LES VISITEURS AU COURS DE LA VISITE.

2.5 SANCTIONS

Toute infraction aux dispositions des règlements applicables au chantier en ce qui concerne la discipline et la sécurité, peut entraîner le retrait provisoire ou définitif de l'autorisation d'accès du contrevenant et éventuellement celle du responsable de l'Entreprise sur le site dans le cas où le contrevenant ne tient pas compte des remarques notifiées dans le registre journal et ce avec l'accord du Maître d'Ouvrage.

- ♦ L'intervention sur le chantier sans respect des obligation prévues par l'article L4532-18 / 4532-9 de la loi n° 93-1418 (notamment visite d'inspection commune initiale et diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités non seulement prévues par l'article L4532-18 / 4532-9 de la loi n° 93-1418 mais aussi celles prévues par le Maître d'Œuvre et le CCAG travaux ; elle entraînera de fait l'expulsion immédiate de l'entreprise concernée si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel et si l'entreprise ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.
- ♦ S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le sous-traitant sera expulsé.
- ♦ De même toute absence d'une entreprise sur convocation du Coordonnateur SPS, en particulier, en ce qui concerne la visite préalable et la signature du compte-rendu de l'inspection commune verra l'application des pénalités prévus au CCAP ou P.G.C.
- ♦ Tout retard dans la remise de documents demandés par le Coordonnateur SPS (ex : P.P.S.P.S, documents techniques nécessaires à l'établissement du D.I.U.O etc.) et pouvant entraîner du fait de l'entreprise un retard dans le planning d'exécution, verra l'application des pénalités de retard de ces deux cas prévus au CCAP
- ♦ En outre, dans le cas de manquement grave par une entreprise aux obligations en matière de sécurité et d'hygiène prévus dans le présent P.G.C.S.P.S, et en particulier en ce qui concerne, les installations de chantier, la mise en place, l'entretien et le maintien des protections collectives, le Coordonnateur SPS en accord avec le maître d'ouvrage se réserve le droit de rétablir ces manquements en faisant appel à une entreprise extérieure spécialisée. L'ensemble des frais découlant de ces manquements, sera supporté par l'entreprise défaillante si elle est identifiée, au compte prorata dans le cas contraire.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETÉES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

3.1 ORGANISATION GENERALE DEFINIE PAR LE MAITRE D'ŒUVRE

Selon le CCTP, notamment les paragraphes DT5 et DT6

3.2 ENVIRONNEMENT DE CHANTIER ET PARTICULARITÉ DE L'EXISTANT

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés au sein des résidence ARUE et TEANUANUA .

- ♦ Circulation de véhicules et piétons

3.3 INTERFÉRENCE AVEC DES ACTIVITÉS OU D'AUTRES OPERATIONS À PROXIMITÉ

Les travaux seront réalisés en site occupés, l'ensemble des logements resteront occupés pendant la durée des interventions

3.4 PLANIFICATION ET HORAIRES DE TRAVAIL

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Un planning général, réalisé par le maitre d'œuvre fera apparaître les phases de travaux des différents corps d'états ♦ Dans le cas de travaux en dehors des heures normales ou de travaux exceptionnels les jours de fermeture du chantier, l'Entreprise doit demander l'autorisation au Maître d'Œuvre en indiquant la nature des travaux, le nombre de personnes concernées, la durée prévisible et les jours et heures de travail. 	MAITRISE D'OEUVRE

3.5 INSTALLATIONS DE CHANTIER

3.5.1 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Sous réserve de vérification, la base vie pourra être installée dans la zone définie au PIC projet établi par le maitre d'œuvre. ♦ Les interventions se déroulant au sein des logements, il n'est pas prévu de mise en place d'installations de chantier particulières. 	ENTREPRISE GENERALE

3.5.2 CLÔTURES ET PORTAIL

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Les interventions se déroulant au sein des logements dans les résidences non accessibles au public, il n'est pas prévu de mise en place de clôture des emprises chantier. ♦ L'ensemble des approvisionnements seront réalisés à l'avancement. 	

3.6 ACCÈS AU CHANTIER ET CIRCULATIONS EXTERIEURES AU CHANTIER

3.6.1 ACCÈS AU CHANTIER ET STATIONNEMENT

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ L'accès au chantier se fera selon le PIC projet établi par le Maitre d'œuvre. 	MOE
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Le stationnement des véhicules des entreprises se fera sur un parking défini sur le PIC projet établi par le Maitre d'œuvre. 	TOUS LOTS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Aucun stockage et stationnement ne sera autorisé sur site, les approvisionnements seront réalisés à l'avancement 	TOUS LOTS

3.7 AUTORISATION D'INTERVENTION SUR SITE

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ L'accès et le travail des entreprises sur le site ne pourront se faire qu'après : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avoir effectué une inspection commune avec le Coordonnateur SPS, ○ Avoir envoyé son P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS et conservé un exemplaire sur site. ○ Avoir reçu la validation d'intervention par le Maitre d'œuvre 	TOUS LOTS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Tout le personnel de chaque entreprise portera une identification permettant de connaître le nom de la société à laquelle il appartient (tenue, casque...). 	TOUS LOTS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Toutes personnes qui accèdent (y compris MOA, MOE, BET, Contrôleurs...) au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles minimales (casque et chaussure de sécurité) 	TOUT INTERVENANT SUR LE CHANTIER

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr	(+689) 40.46.30.39

3.8 ÉLECTRICITÉ ET ÉCLAIRAGE DE CHANTIER

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> ♦ Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur : <ul style="list-style-type: none"> ○ Rallonges Type H 07 RNF ○ Enrouleurs Catégorie B NFC 61.720 ○ Prises Incassables - Protection IP447 	

3.9 DISPOSITIONS À PRENDRE EN CAS D'AVIS DE TEMPÊTE

L'entrepreneur mettra en place un dispositif d'urgence en cas d'avis de tempête

Chaque entrepreneur prendra ses dispositions pour connaître à chaque instant les prévisions météorologiques et en particulier les avis de forte pluie et de coups de vent. Il passera avec Météo-France un contrat qui devra permettre au chef de chantier de l'entreprise d'avoir les informations sur les éventuels avis forts pluies et de coups de vents, une copie de l'annonce devra être transmise au maître d'œuvre. Les indications données par le service météorologique seront consignées dans le registre de sécurité du chantier.

CE DISPOSITIF DEVRA FAIRE L'OBJET D'UNE DESCRIPTION DANS LE P.P.S.P.S DES ENTREPRISES CONCERNÉES

3.10 VIGILANCE ET SÉCURISATION DURANT LA SAISON CYCLONIQUE

Dispositions impératives des entreprises pour la période cyclonique :

- ♦ Sécurisation des grues, de l'ensemble des stockages et à l'efficacité des fossés provisoires de drainage des eaux de ruissèlement.
- ♦ Définir les dispositions à prendre sur le chantier en cas d'alerte cyclonique ou de départ en congés (astreinte), afin de notamment palier tout accident et de préserver les ouvrages, matériels, matériaux et fournitures. (À mettre en annexe aux P.P.S.P.S)

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ ET LES SUJÉTIONS QUI EN DÉCOULENT


4.1 VOIES OU ZONES DE DÉPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES

4.1.1 CIRCULATIONS VERTICALES

4.1.1.1 ÉCHELLES, ESCABEAUX, MARCHES PIEDS

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif. 	

4.1.1.2 ÉCHAFAUDAGES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Préalablement à la mise en place d'échafaudage une plateforme stable et régulière devra être réalisée et faire l'objet d'une réception contradictoire par les entreprises concernées et le maître d'œuvre. <ol style="list-style-type: none"> <u>Montage ; démontage ; modification :</u> Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés, sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente. <u>Utilisation partagée des échafaudages :</u> S'il est prévu plusieurs utilisateurs de l'échafaudage ou si le monteur est différent de l'utilisateur, les entreprises concernées transmettent leurs besoins au maître d'ouvrage, au Coordonnateur SPS et au maître d'œuvre <u>Vérification : Réception avant utilisation :</u> - Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y a lieu d'établir un procès-verbal de réception écrit et contradictoire. Ce procès-verbal est établi indifféremment par le monteur ou l'utilisateur, mais signé par les 2 parties. - Si le monteur appartient à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il faut impérativement qu'une personne compétente de l'entreprise vérifie et réceptionne l'échafaudage une fois monté et donne l'autorisation de l'exploiter. <u>Affichage :</u> Une fois l'ouvrage réceptionné, il y a lieu d'afficher un panneau fixé à l'échafaudage, mentionnant les conditions d'utilisation et interdisant l'accès aux entreprises et personnes non autorisées ainsi que la copie du procès-verbal de réception. L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied ou volant devra : <ul style="list-style-type: none"> Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCÈS INTERDIT >>  Apposer sur celui-ci un PANNEAU VERT << ACCÈS AUTORISÉ >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée, Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMÉRO DE TÉLÉPHONE. <p><u>Nota :</u> Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.</p>	

4.2 CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS

4.2.1 MANUTENTIONS MANUELLES

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs. Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens. Il est demandé aux entreprises intervenantes de respecter la limitation des manutentions manuelles. 	

4.3 MESURES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ

4.3.1 TRAVAUX SUPERPOSÉS

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> 	TOUS LOTS

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr	(+689) 40.46.30.39

4.3.2 RÉSEAUX EXISTANTS

Toute intervention de quelque nature que ce soit en présence de réseaux existant (électrique, fluide, gaz...) devra obligatoirement faire l'objet d'une consignation préalable par du personnel formé et habilité.

Les entreprises intervenantes se verront délivrer une consignation écrite avant de pouvoir débiter leur opération.

4.3.3 TRAVAUX PAR POINT CHAUD

Tous les travaux par points chauds feront l'objet d'un permis feu qui sera établi par l'entreprise et signé par le Maître d'Ouvrage ou son représentant désigné. Une copie sera disponible sur le chantier.

Des extincteurs adaptés seront disposés aux postes de travail par point chaud.

Les travaux par point chaud devront être arrêtés au moins une heure avant de quitter le chantier et une ronde de vérification devra être réalisée.

4.3.4 TRAVAUX ISOLÉS

Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.

L'Entreprise doit prendre des dispositions d'organisation du travail ou assurer une surveillance permanente.

4.4 MISE EN COMMUN DES MOYENS

Le présent P.G.C. ou les dispositions adoptées au cours des travaux peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en œuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

5. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

5.1.1 COACTIVITÉ AVEC LES UTILISATEURS / OCCUPANTS

DESSCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Le collège et la salle de sport existante fonctionneront pendant les travaux. Un accès au logement devra être maintenu tout au long du chantier. En aucun cas, son activité pourra être perturbée. Toute coupure de réseau même de courte durée fera l'objet d'une demande préalable au Maître d'œuvre qui se rapprochera du chef d'établissement. Tout le personnel surveillera son langage et son comportement. Aucun contact avec les élèves ne devra se faire. En cas de problème avec un élève, l'entreprise devra en informer un responsable de l'établissement ou un surveillant puis le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. Il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte de l'établissement, cela inclus la zone base vie. Les entreprises devront préciser dans leur P.P.S.P.S. les consignes données à leur personnel pour limiter la gêne des riverains et des occupants de l'établissement. Toutes les installations pour la protection des élèves et du personnel de l'établissement seront mises en place pour permettre un accès permanent aux bâtiments. Les issues de secours seront maintenues. En cas de modifications, un nouvel affichage sera mis en place par le gros œuvre. Les accès et circulations des élèves et du chantier seront systématiquement distincts. <p>Les entreprises devront respecter le phasage prévu. Les travaux affectant la vie et l'utilisation dans de bonnes conditions de l'établissement devront être abordés en réunion de chantier.</p>	
MESURES PARTICULIERES	
Certaines périodes pourront être neutralisées afin d'éviter le bruit notamment pendant les heures de repos de la garderie.	

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

6. MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

6.1 ZONE ET CONDITIONS DE STOCKAGE, CONDITIONS D'ENLÈVEMENT DES MATÉRIAUX, DÉCHETS, DÉCOMBRES, GRAVATS, NOTAMMENT CEUX PRÉSENTANT UN RISQUE PARTICULIER

6.1.1 STOCKAGE DES MATÉRIAUX ET INSTALLATIONS DE MAGASINS

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Les stockages devront être limités au maximum. Les entreprises installeront leurs magasins et aires de stockage selon le principe prévu sur le PIC. Ces aires ne sont pas figées et pourront être déplacées à la demande du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre ou du coordonnateur SPS. Aucune circulation ne devra être interrompue. Aucun stockage ne pourra se faire sur les voies de circulation. Toutes les zones de stockage seront clôturées, à défaut balisées. Le matériel et les matériaux non utilisés seront évacués à l'avancement afin de ne pas encombrer le chantier. 	TOUS LOTS

6.1.2 RESTRICTIONS D'EMPLOI OU DE STOCKAGES

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise utilisant des produits portant sur l'étiquette "produit dangereux et/ou inflammable" devra joindre sa fiche de données de sécurité afférente au produit et suivre les instructions du fournisseur tant pour le stockage que pour la mise en œuvre du produit. Toute utilisation de produit chimique (goudron acidifié, désactivant de surface béton, protecteur contre le désactivant,...) se fera avec les protections nécessaires (masques ou protection des voies respiratoires, lunettes, gants,...). L'avis du médecin du travail sur l'utilisation de ces produits sera annexé au PPSPS. L'information des entreprises travaillant à proximité est à réaliser par l'entreprise utilisatrice de produits dangereux et interdira toute activité dans un périmètre défini Il est interdit de stocker des produits dangereux pour la santé et pour l'environnement, explosifs, combustibles ou inflammables sur le chantier sans mise en place de systèmes de stockage spécifiques sur rétention et adapté au type de produit comportant un affichage spécifique 	TOUS LOTS

6.1.3 STOCKAGE ET ÉLIMINATION DES DÉCHETS

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Des moyens efficaces d'enlèvement des déchets et gravats, permettant le tri sélectif des déchets sera mis en place dès le démarrage des travaux. Chaque entreprise fera son affaire des déchets qu'elle aura produit pour les transporter et les trier avant de les déposer dans ces bennes. Les bennes seront positionnées selon le principe fini sur le PIC et pourront être modifiées en fonction des impératifs du chantier. S'assurer à tout moment de l'absence de risque d'envolement des déchets. À défaut, les bennes seront recouvertes. Interdiction totale de brûler les déchets sur le chantier. 	TOUS LOTS

6.1.4 NETTOYAGE DU CHANTIER

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Chaque jour et après chaque opération ou intervention les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempte(s) de toutes salissures, débris et gravats causés par ses propres travaux. Dépose des gravats et déchets dans les bennes appropriées. En cours de chantier, le matériel et les matériaux sans emploi devront être enlevés. Tous les matériaux abandonnés par les entrepreneurs sur le chantier en dehors des périodes d'utilisation seront considérés comme des déchets. 	

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

6.1.5 NETTOYAGE DES VOIERIES AUX ABORDS DU CHANTIER

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Le nettoyage des abords et l'entretien des voies d'accès sera réalisé par le lot en charge de la gestion des installations communes de chantier Les abords de chantier seront tenus dans un état de propreté constant. Un nettoyage plus méticuleux sera effectué toutes les fins de semaine. 	

AU CAS OÙ LE MAÎTRE D'ŒUVRE L'ESTIMERAIT NÉCESSAIRE, UNE ENTREPRISE AURAIT LA RESPONSABILITÉ DE CE NETTOYAGE DE CHANTIER, IL DEVRA METTRE EN PLACE LES ÉQUIPES NÉCESSAIRES POUR ASSURER CETTE MISSION. CES TRAVAUX SERONT ALORS FACTURÉS À L'ENTREPRISE DONT LA CARENCE AURA NÉCESSITÉ CETTE INTERVENTION.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

7. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

7.1 SECOURISTES DU TRAVAIL

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Chaque entreprise précisera dans son P.P.S.P.S le nom de ses secouristes du travail. Dans le cas de sous-traitance, l'entreprise titulaire imposera à ses sous-traitants la présence d'un secouriste du travail, qui restera présent sur le chantier pendant la durée des travaux. En l'absence de secouriste au sein d'une entreprise, celle-ci s'assurera de la présence d'un secouriste d'un autre corps d'état pendant son intervention. Les secouristes doivent être parfaitement reconnaissables sur le chantier et doivent être en mesure de fournir aux organismes de prévention leur certificat initial ou son recyclage. 	

7.2 MOYEN D'APPEL DES SECOURS

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place un téléphone accessible par tout le personnel pendant les heures travaillées. Les N° à appeler en cas d'urgence seront affichés à coté de ce poste téléphonique. Les consignes d'appel des secours seront rappelées dans tous les P.P.S.P.S. Une procédure sera arrêtée en concertation avec le coordonnateur et le maître d'ouvrage pour l'ensemble des entreprises. Les consignes, N° à appeler en cas d'urgence, N° de téléphone du chantier et emplacement de la trousse de secours seront affichés dans tous les locaux sociaux. 	Lot 02

7.3 TROUSSE DE SECOURS

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une trousse de secours pour l'ensemble du personnel de chantier avec cahier d'enregistrement. Rapprovisionnement de la trousse de secours par le lot en charge de la gestion des installations communes de chantier. Les entreprises utilisant des produits spécifiques nécessitant un complément de la trousse de secours compléteront celle-ci avant leur intervention. 	

7.4 ACCIDENTS DU TRAVAIL

DESCRIPTIF	LOTS REALISATEURS
<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises devront systématiquement informer <u>dans les 24 heures</u> à minima par mail, le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre de tout incident ou accident qui surviendrait sur le chantier et qui aurait eu ou aurait pu entraîner des conséquences sur la sécurité et la santé des personnes. 	

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS			
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES			(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr	(+689) 40.46.30.39

7.5 PROCÉDURE EN CAS D'ACCIDENT CORPOREL

7.5.1 APPEL AU SECOURS

. En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours :

TÉLÉPHONE

SAMU : 15 / POMPIERS : 18

. Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

- . Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.
- . Confirmer cet appel au Coordonnateur SPS
- . Avertir le Maître d'Œuvre ou son représentant.

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

8. ANNEXES À REMPLIR PAR TOUTES LES ENTREPRISES :

8.1 FICHE D'IDENTIFICATION D'ENTREPRISE (F.I.E.)

DOCUMENT À REMETTRE AU COORDONNATEUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ. LORS DE LA PÉRIODE DE PRÉPARATION

Nom de l'Entreprise :

Adresse de l'Entreprise :

Représentée par :

Chef d'Entreprise :

Mail : Tél. : +689-.....-.....-.....

Conducteur de Travaux :

Mail : Tél. : +689-.....-.....-.....

Chef de Chantier :

Mail : Tél. : +689-.....-.....-.....

Chargé de Sécurité :

Mail : Tél. : +689-.....-.....-.....

Représentants C.H.S.C.T. : Patronal : Salarié :

Lot N° :

Corps d'état :

Sous-traitante de l'Entreprise : (Indiquer pour quelle entreprise vous intervenez)

Date approximative d'intervention : / /

Durée prévisionnelle d'intervention : jours, semaines ou mois

Effectif prévisionnel maximum des travailleurs affectés au chantier : (nb)

Dont personnel(s) secouriste(s) : (nb)

Sous-traitants :

Libellé succinct des ouvrages sous-traités :

N° 1 : /

N° 2 : /

N° 3 : /

Je soussigné Fonction

Représentant l'entreprise :

Déclare avoir pris connaissance du P.G.C. du chantier en objet, et je m'engage à le respecter ainsi que les principes généraux de prévention liés à ma profession.

Fait à

le

(cachet et signature)

OPÉRATION :	RESIDENCE ARUE ET TEANUANUA – REMPLACEMENT DES FAUX-PLAFONDS		
MAÎTRE D'OUVRAGE :	MINISTÈRE DES ARMÉES		(+689)
MAÎTRE D'ŒUVRE :	DID PAPEETE	CARNIS LUDOVIC	Ludovic.carnis@intradef.gouv.fr (+689) 40.46.30.39

8.2 EN CAS D'ACCIDENT

La prévention BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18
Pompiers

15
Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

En face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.

Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message

Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste à jour mentionnant leur nom doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.

